

INTERVIEW

ÊTRE DE GAUCHE EN 2025

« Les gens veulent reprendre le contrôle de leur vie »

Fabien Grasser

« Être de gauche, c'est d'abord être anticapitaliste », affirme David Wagner. Pour le député Déi Lénk, l'agressivité dont fait désormais preuve le patronat exige de nouvelles réponses de la part de la gauche. Il appelle à ne pas s'accrocher aux modèles du passé et à débattre des stratégies pour forger des alternatives.

Que signifie être de gauche au Luxembourg en 2025, face à un patronat et à un gouvernement qui veulent déréguler à tout crin ? Député Déi Lénk et ancien journaliste au woxx, David Wagner prône une rupture avec un système capitaliste de plus en plus décomplexé et autoritaire, partout dans le monde. Dans un entretien réalisé avant l'annonce de la démission de Georges Mischo, ex-ministre du Travail, il estime que le modèle social luxembourgeois a vécu et appelle les autres partis de gauche à réfléchir à de nouvelles perspectives.

woxx : Que peut-on dire du gouvernement Frieden, deux ans après son accession au pouvoir ?

David Wagner : Il est probablement en situation d'échec par rapport à son agenda. On le voit sur la réforme des retraites, les conventions collectives ou les heures d'ouverture des magasins. Ce sont des sujets sur lesquels Frieden n'avait pas fait campagne. Mais on voit clairement que c'était à l'agenda du petit monde qui gravite autour de lui. Le patronat l'a soutenu de toutes ses forces et il a accédé au pouvoir avec une coalition de centre droit. Mais il s'y prend très mal, et la grande manif syndicale du 28 juin l'a fait reculer. Ce que le patronat ne comprend pas, c'est que même un homme politique comme Frieden a intérêt à rester populaire. La contestation est entrée jusque dans les rangs de son propre parti, et il y a une rupture avec le LCGB, syndicat traditionnellement proche du CSV.

Pourquoi ces ruptures ?

Personne ne comprend véritablement à quoi sert la réforme des retraites, mais tout le monde voit bien que, partout en Europe, il y a le même agenda qui cherche à s'imposer. En France, il y a eu la réforme des retraites que Macron a fait passer avec brutalité. Ce qu'un gouvernement luxembourgeois ne pourrait pas se permettre. On est dans un contexte différent, et je ne peux pas m'imaginer qu'il y ait des manifestations pendant des mois avec des policiers qui frappent les manifestants.

« Quand on est de gauche, il ne faut pas discuter avec le patronat, il faut le combattre. Il faut expliquer que ce qu'ils veulent n'a rien à voir avec la compétitivité, mais avec la maximalisation des profits. »

Luc Frieden a-t-il définitivement tué le modèle social luxembourgeois ?

Le modèle social, c'est-à-dire le consensualisme tripartite, est né dans les années 1970 afin d'éviter que la crise de la sidérurgie ne soit trop brutale. C'est un système qui s'est institué dans les années 1980 et 1990, à une époque de croissance importante, de plein-emploi et d'argent à redistribuer plus ou moins gracieusement. Cela a permis de gommer les contradictions dans la société, y compris de classe. Le patronat reçoit un petit morceau, le salariat reçoit un petit morceau. Ça se passait à la luxembourgeoise, dans un petit pays où tout le monde se connaît. Maintenant, tout s'écroule, parce que le capital devient de plus en plus agressif. Et c'est le cas partout. Quand on voit ce que les gouverne-

ments font en France ou en Belgique, comment tout se droitise, le patronat luxembourgeois ne peut que se dire : « À quoi bon négocier avec les syndicats si on peut se mettre d'accord avec un gouvernement qui agit dans notre sens ? » Mais il y a des résistances, syndicales notamment, avec un taux de syndicalisation encore élevé au Luxembourg.

Le modèle peut-il encore être sauvé ?

Il y a une sorte de consensus social-démocrate dans la société luxembourgeoise, et les patrons ne sont jamais trop populaires. Mais en réalité, ils ne sont populaires nulle part. Pour l'instant, on est dans un clair-obscur. Les syndicats sont en mode défensif et le patronat veut mettre fin à ce modèle social qui a eu ses avantages, mais aussi ses inconvénients pour le salariat. Je ne considère pas ce modèle comme un graal. Il faut penser sa fin. Les syndicats sont plus concernés que les partis de gauche, même si nous devons tous réfléchir à l'avenir. Il y a beaucoup de perspectives qui peuvent s'ouvrir, et il ne faut pas pleurer la fin d'un modèle qui n'avait pas vocation à être éternel. Il a été utile, mais nous faisons aujourd'hui face à une agressivité du capital, qui veut s'en débarrasser.

L'union syndicale entre l'OGBL et le LCGB vous semble-t-elle une réponse appropriée à ces bouleversements ?

Ce qu'ils ont fait est définitivement intelligent. C'est un changement majeur, alors qu'ils étaient quasiment en guerre ouverte il n'y a pas si longtemps. Ce rapprochement concerne les dirigeants des syndicats, mais aussi leur base. Pour organiser la manif du 28 juin, ils ont été obligés de collaborer, ils ont appris à se connaître, ça a créé des sympathies et des préjugés sont tombés. Tout d'un coup, ils tra-

vaillaient ensemble à un même objectif et non plus l'un contre l'autre. Pour l'instant, cette union semble solide. Ils ont compris que c'est la bonne réponse.

On ne constate pas au Luxembourg, comme dans d'autres pays, une convergence entre patronat et extrême droite. Pourtant, l'UEL a salué la récente adoption du paquet européen « Omnibus », qui allège considérablement la responsabilité des entreprises en matière de droits humains et environnements. Ce texte a été adopté grâce à l'alliance inédite entre la droite traditionnelle et l'extrême droite au Parlement européen. Quelle signification faut-il donner à cet événement ?

L'extrême droite a toujours été un outil pour les classes dominantes. Les partis bourgeois classiques gouvernent plus ou moins démocratiquement quand le monde est pacifié. Mais quand le capitalisme est en crise, ils hurlent au danger, qui est toujours très rouge, soit dit en passant. Il y a le danger pour eux de perdre le pouvoir, car les gens n'adhèrent plus au système. C'était le cas dans les années 1930 et c'est à nouveau le cas aujourd'hui. Même si c'est un peu différent, il y a le même schéma. On remarque que le capital des énergies fossiles ou de la tech sont à l'offensive. Ils se servent du désarroi de la population et de l'affaiblissement de la gauche, avec une social-démocratie qui a tout laissé passer. Ils poussent la fenêtre d'Overton (ensemble des propositions politiques considérées comme acceptables par l'opinion, ndlr) en soutenant l'extrême droite là où c'est nécessaire. Au Luxembourg, ça l'est moins, il n'y a pas de nécessité pour le patronat de soutenir l'ADR. En France et en Allemagne, on voit bien comment l'extrême droite contamine un centre droit qui veut sauver les intérêts du capital. On invente donc des concepts comme l'islamo-gauchisme...

David Wagner à la tribune
de la Chambre des députés,
le 3 décembre.

Mais tout ça, c'est juste dans leurs têtes, comme l'était le judéo-bolchevisme dans les années 1930.

Le patronat dit que le pays est confronté à un grave problème de compétitivité. A-t-il raison ?

Je veux bien qu'on en discute et je voudrais que le capital ouvre ses livres de comptes. On veut savoir où vont réellement les profits. Pour cela, on veut la levée totale du secret bancaire, car la plus-value est toujours là. Il y a des profits énormes, et beaucoup de gens s'enrichissent en Europe, tandis qu'un nombre croissant s'appauvrit. J'aimerais par ailleurs savoir ce qu'ils entendent précisément par compétitivité. À gauche, il ne faut jamais commettre l'erreur de rentrer dans leur langage, il ne faut jamais parler de compétitivité. Ce n'est pas un mot neutre. Quand des socialistes ou des verts parlent de compétitivité, je me dis qu'ils n'ont encore rien compris. Quand on est de gauche, il ne faut pas discuter avec le patronat, il faut le combattre. Il faut expliquer que ce qu'ils veulent n'a rien à voir avec la compétitivité, mais avec la maximisation des profits.

Les syndicats se sont unis. Les partis de gauche devraient-ils faire de même, sachant que l'union de la gauche n'a jamais été vraiment un sujet au Luxembourg ?

D'un côté, je n'aime pas le sectarisme, de l'autre, l'unionisme pour l'unionisme est problématique. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir pourquoi on s'unit. Déi Lénk pourrait-il s'allier à la social-démocratie ou aux verts ? Nous avons bien sûr des points communs, mais aussi des divergences, notamment sur la politique économique. Si on rejoignait une coalition dans laquelle nous serions le plus petit parti, nous porterions finalement une politique d'accompagnement du libéralisme, comme la social-démocratie et

les verts l'ont fait. Avant d'entrer dans des alliances, il faut construire un mouvement de gauche radicale fort. Mais il ne faut pas se faire d'illusion : on ne peut pas tout changer à partir des élections ou d'une participation gouvernementale.

« Les débats ne doivent pas nous diviser, on doit les mener. Nous sommes anticapitalistes, mais on ne doit pas s'excommunier mutuellement quand on pense que l'autre a la mauvaise stratégie. Nous devons être capables d'en discuter. »

Et comment construit-on une gauche radicale forte au Luxembourg ?

On va renforcer nos points d'appui, qui sont les jeunes de la génération Z. Ils sont mieux formés que les générations précédentes, mais ils ne sont pas plus privilégiés. Ils ont conscience du monde, ils sont dynamiques, mais ils sont freinés à tous les niveaux : professionnel, matériel, politique, climatique, etc. Ce sont des prolétaires, dans le sens de quelqu'un qui vend sa force de travail et est constamment sous pression. Ce n'est pas quelqu'un qui mange du pain rassis tous les jours, mais quelqu'un qui ne peut pas s'arrêter de travailler. Aujourd'hui, les

prolétaires sont les gens qui travaillent dans les services et qui peuvent être titulaires d'un bac +5, ce qui est devenu courant. Ces jeunes comprennent que le capitalisme ne fonctionne pas. Il faut que nous puissions leur proposer un monde alternatif, expliquer pourquoi il faut s'engager à gauche et pourquoi une nouvelle forme de socialisme du 21e siècle peut être intéressante.

Quelle serait cette nouvelle forme de socialisme ?

C'est repousser le plus possible le monde marchand, c'est-à-dire sortir le maximum d'éléments de la vie du principe de la marchandise. Ce principe nous oblige à produire d'une certaine manière pour créer de la plus-value, qui va dans des poches privées. Il faut mettre la question commune au centre, diriger l'économie en donnant plus de droits aux personnes qui produisent et en construisant un système plus solidaire. Cela signifie par exemple collectiviser un maximum, en passant par des nationalisations, de la cogestion. Les jeunes ont compris que ça ne sert à rien de se tuer au travail pour des miettes. Ils veulent un travail dans lequel ils s'émancipent et qui les fait bien vivre matériellement. Quasiment personne n'a le fantasme de posséder un yacht et six villas, à part quelques libertariens, que je ne prends pas au sérieux. La grande masse des gens veulent avoir un métier, être utiles à la société et choisir quand ils veulent travailler. La question du travail est centrale, car même dans une société sans classe, il faudra continuer à se répartir les

tâches. On peut évidemment imaginer un tas de choses, mais ce que les gens veulent avant tout, c'est reprendre le contrôle de leur vie. Il y aura toujours de la pénibilité, mais on veut la gérer soi-même et non qu'elle nous soit imposée.

Quel est votre message aux autres partis de gauche luxembourgeois ?

Le plus important est d'être contre toutes les formes illégitimes de domination, à commencer par le capitalisme. On ne peut pas être de gauche si on n'est pas anticapitaliste, c'est la toute première chose. Il faut être du côté des personnes exploitées, c'est-à-dire la grande majorité, et se battre pour une vie libérée de la dictature du capital. Je ne sais pas si on est réellement de gauche si on envisage de gérer ça gentiment. On peut aussi discuter de ce que veut dire « gauche ». Je suis pour le socialisme, le marxisme et le communisme, dans le sens d'une société sans classe. Entre partis de gauche, on peut ne pas être d'accord sur la stratégie. La question se pose avec la social-démocratie, mais aussi au sein de la gauche radicale. Les débats ne doivent pas nous diviser, on doit les mener. Nous sommes anticapitalistes, mais on ne doit pas s'excommunier mutuellement quand on pense que l'autre a la mauvaise stratégie. Nous devons être capables d'en discuter.



PHOTO : CHAMBRE DES DÉPUTÉS